



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du 13 FEV. 2023
portant mise en demeure à la société Sablière HERMANN Frères
de régulariser la situation administrative de ses installations
pour son site de carrière de Cernay (68)

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L.171-7 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013317-0009 du 13 novembre 2013 portant autorisation d'exploiter à la société Sablière HERMANN Frères pour sa carrière de sable et gravier (renouvellement et extension) à Cernay ;

VU la visite d'inspection du site effectuée le 26 octobre 2022 ;

VU le rapport du 28 décembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à cette visite ;

Considérant que l'installation de carrière (soumise à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) située sur le ban communal de Cernay (68) sur les parcelles n° 81 de la section 63, n° 101 à 105, n° 178 et partie ouest de la n° 89 de la section 64 et n° 58 de la section 82, est exploitée sans l'autorisation prévue aux articles L.512-1, L.511-1 et R.511-9 du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à

déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société Sablière HERMANN Frères, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 132 avenue Charles de Gaulle – 68700 CERNAY, est mise en demeure de régulariser la situation de son exploitation de carrière située sur le ban communal de Cernay sur les parcelles désignées dans le tableau ci-dessous :

Commune	Section	Parcelles
Cernay	63	81
	64	89, 101, 102, 103, 104, 105, 178
	82	58

Pour cela la société Sablière HERMANN Frères dépose un dossier complet et régulier répondant aux prescriptions des articles R.181-12 à D.181-15-10 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, en vue de la poursuite de l'exploitation dans des conditions régulières.

Le cas échéant, la société Sablière HERMANN Frères, met les installations à l'arrêt définitif et, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, dépose à la préfecture du Haut-Rhin la notification de la mise à l'arrêt définitif des installations comprenant les éléments définis aux I et II de l'article R 512-39-1 du code de l'environnement.

Article 2 : En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le **13 FEV. 2023**

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.